



Conseil économique et social

Distr. Générale
21 janvier 2011

Original: Anglais, français et russe

Commission économique pour l'Europe

Comité du commerce

Centre pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques

Seizième session

Genève, 8-10 décembre 2010

Point 12 de l'ordre du jour

Adoption du rapport

Rapport du Centre pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques sur les travaux de sa seizième session

I. Participation

1. Le Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU) a tenu sa seizième session à Genève du 8 au 10 décembre 2010.
2. Ont participé à la session des représentants des pays suivants: Allemagne, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Chypre, Chine, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Kazakhstan, Norvège, Pays-Bas, République de Corée, République de Moldova, Royaume-Uni, Sénégal, Suède, Tadjikistan et Ukraine.
3. Des représentants de l'Union européenne (UE et de la Communauté Economique de l'Eurasie (EURASEC) ont aussi participé.
4. Les organisations non gouvernementales ci-après ont également participé aux travaux: GS1, Organisation internationale de normalisation (ISO).
5. Étaient également présents en qualité d'observateurs, à l'invitation du secrétariat, des représentants des organisations suivantes: Agence fédérale de réglementation technique et de métrologie (Fédération de Russie), Institut des problèmes informatiques de l'Académie des sciences de la Russie (Fédération de Russie).
6. Le Président a ouvert la réunion. Le Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE) a souhaité la bienvenue aux délégations.

II. Adoption de l'ordre du jour (point 1 de l'ordre du jour)

7. Il a été décidé de modifier le point 10 de l'ordre du jour comme suit: Élection des vice-présidents du Bureau et du rapporteur pour l'Afrique. Les documents disponibles ont été mis à jour. **La Plénière a adopté l'ordre du jour modifié (décision 10-01).**

III. Questions découlant des travaux menés depuis la quinzième session (point 2 de l'ordre du jour)

8. Le Chef de la Section des solutions pour faciliter le commerce mondial a présenté trois rapports d'activité soumis au Comité exécutif, qui rendaient compte des activités entreprises pour donner suite aux recommandations formulées en février 2009 par le Comité exécutif (documents ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/2, Add.1 et Add.2), en notant que le secrétariat avait espéré à l'origine que les additif 1 et additif 2 ne feraient qu'un seul document.

9. Après avoir présenté succinctement les informations figurant dans le document Add.2 concernant les activités du secrétariat en matière de renforcement des capacités et ses travaux visant à accroître la participation des pays en transition aux travaux du CEFACT-ONU, il a indiqué que les documents Add.1 et Add.2 seraient présentés au Comité exécutif à sa réunion du 16 décembre 2010 (le document ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/2 ayant été présenté en juillet 2010). **La Plénière a pris note des documents ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/2, Add.1 et Add.2 (décision 10-02).**

10. La délégation de la Fédération de Russie s'est félicitée de la version russe de la page d'accueil du site Web du CEFACT-ONU et a plaidé en faveur d'un plus grand nombre d'activités destinées à améliorer la simplicité d'utilisation à l'intention des intervenants russes, conformément aux recommandations du Comité exécutif.

11. La délégation française s'est pour sa part exprimée satisfaite des rapports et a insisté sur la nécessité d'une traduction en temps voulu des documents de la Plénière et de l'égalité de traitement entre toutes les langues officielles. Elle a également demandé au secrétariat d'encourager les chefs de délégation à réagir promptement aux demandes de soutien en faveur de propositions de projets.

IV. Aperçu du Bureau sur les faits nouveaux (point 3 de l'ordre du jour)

12. Le Président du Bureau a passé en revue les faits nouveaux survenus depuis la quinzième Plénière et a fait état de la priorité donnée aux efforts de mobilisation des parties prenantes, à la communication et à la recherche d'un consensus sur les propositions de restructuration du CEFACT-ONU dans le cadre du Bureau élargi. Il a rappelé que la présentation de cette proposition et l'échange de vues qui s'en est suivi constituaient le principal point inscrit à l'ordre du jour de la Plénière en cours, et il a demandé aux délégations d'y participer et d'y apporter leur contribution, ce qui instaurerait un climat de confiance dans la réussite du processus de restructuration du CEFACT-ONU.

V. Activités du Groupe de gestion du Forum et des groupes permanents (point 4 de l'ordre du jour)

13 Le Président du Groupe de gestion du Forum a passé en revue les activités entreprises depuis la dernière session plénière, en mentionnant le document ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/4 et en mettant l'accent sur la mise en application de la «règle des trois pays» et la publication récente d'une communication de la Commission européenne (CE) sur la facturation électronique, préconisant une collaboration avec le CEFACT-ONU (document COM (2010) 712 final, daté du 2 décembre 2010). Il a indiqué que le prochain Forum du CEFACT-ONU devait se tenir à Washington (mars-avril 2011) et que toute proposition d'accueil du Forum à l'automne 2011 serait la bienvenue. Les Présidents, Vice-Présidents ou représentants désignés des Groupes suivants ont fait des exposés détaillés sur les travaux menés au sein de leur groupe: Groupe des procédés commerciaux internationaux (TBG), Groupe de la gestion du contenu de l'information (ICG), Groupe des technologies appliquées (ATG) et Groupe des techniques et méthodologies (TMG). Le Président du Groupe de gestion du Forum a fait un exposé au nom du Groupe juridique. On trouvera l'ensemble des exposés sur le site Web de la session plénière

http://www.unece.org/cefact/cf_plenary/plenary10/UNCEFACT%2016TH%20PLENARY_full_rev5.ppt. **La Plénière a pris note des présentations sur les activités du Groupe de gestion du Forum et des Groupes Permanents (Décision 10-03).**

14 Les exposés ont permis à la Plénière de prendre connaissance de l'avancement des travaux menés par les groupes permanents. La délégation française a voulu savoir si dans le passé il avait été demandé au Groupe de gestion du Forum ou au Comité directeur du TBG d'arbitrer des litiges entre les divers groupes de travail, comme par exemple au sujet des travaux menés par le TBG17 sur l'harmonisation des normes. Le Président du Groupe de gestion du Forum et le Vice-Président du TBG ont signalé qu'il n'y a avait pas eu des litiges de ce genre durant l'année écoulée.

15. La délégation néerlandaise a fait part de sa préoccupation concernant le long délai d'approbation des mémorandums d'accord avec les grandes organisations, notamment dans le cas de l'accord de collaboration avec l'UBL, qui était d'une importance particulière pour les États membres de l'Union européenne. Le membre du Bureau responsable des activités de liaison a fait remarquer qu'un accord existait déjà avec l'UBL et que ce qui posait problème n'était donc pas l'accord proprement dit, mais le temps qui avait été nécessaire pour mener les travaux techniques au titre de l'accord, encore que ces derniers étaient maintenant sur le point d'être achevés. Le seul mémorandum d'accord en cours de négociation au moment de la session était celui avec l'ETSI, et l'on était sur le point de finir de l'adapter aux règles de l'ONU. Le chef de la Section des solutions pour le commerce mondial a rappelé que les mémorandums d'accord avec les organismes extérieurs devaient être négociés par le secrétariat de la CEE-ONU au nom du CEFACT-ONU et qu'ils devaient être approuvés par le Conseiller juridique de l'ONU et le Comité exécutif de la CEE.

VI. Normes et recommandations nouvelles et révisées (point 7 de l'ordre du jour)

16 La délégation russe a signalé que les traductions en russe des recommandations au titre de ce point de l'ordre du jour avaient été communiquées trop tard pour permettre l'achèvement de l'examen national en temps utile dans la perspective de la Plénière. La délégation a par conséquent demandé que les recommandations visées soient de nouveau soumises pour approbation durant l'intersession.

17. Elle a ensuite décidé de soumettre aux États membres les projets des recommandations 34 et 37 et l'annexe sur la facturation électronique à la recommandation 6 pour approbation durant l'intersession, la période d'approbation prenant fin le 11 février 2011 (Décision 10-04). Toutes les délégations pourraient ainsi faire part de leurs observations relatives à ces documents.

18. La Plénière a décidé de prendre note des recommandations révisées 20, 21, 23 et 28 (Décision 10-05).

19. La délégation russe a demandé si les recommandations étaient considérées comme des recommandations du CEFACT-ONU ou de la CEE-ONU. La Directrice de la Division du commerce et du bois a expliqué que le Groupe de travail 4 (devenu par la suite le CEFACT-ONU) avait été autorisé à publier ses recommandations en tant que documents de la CEE-ONU. La Plénière a décidé que toutes les recommandations devaient être systématiquement publiées en tant que recommandations de la CEE-ONU (Décision 10-06).

20. La délégation russe a également indiqué qu'elle souhaitait obtenir quelques éclaircissements supplémentaires sur la signification de la formulation suivante à l'alinéa i de la recommandation B du Comité exécutif: «les normes proposées devront intéresser au moins trois pays». Elle a ajouté qu'après un nouvel échange de vues, elle envisageait de s'adresser au Comité exécutif pour qu'il l'éclaire sur cette question.

VII. Activités du Rapporteur pour l'Afrique (point 5 de l'ordre du jour)

21. Le Rapporteur pour l'Afrique du CEFACT-ONU a présenté son rapport pour la période 2009-2010. Il a souligné les évolutions positives intervenues dans le domaine de la facilitation du commerce électronique et attiré l'attention sur le renforcement de l'Alliance africaine pour le commerce électronique, créée à Addis-Abeba en mars 2009. La deuxième Assemblée générale de l'Alliance africaine a été organisée à Addis-Abeba le 1^{er} juin 2010, en collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Le Rapporteur pour l'Afrique a également rendu compte des projets et des manifestations prévus pour l'avenir. La Plénière a pris note du rapport du rapporteur pour l'Afrique (décision 10-07).

22. La délégation française a loué les travaux du Rapporteur pour l'Afrique.

VIII. Orientations stratégiques et prochaines étapes; structure, mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU (points 6 et 8 de l'ordre du jour)

23. Avec l'approbation de la Plénière, le Président a regroupé les points 6 (Orientations stratégiques et prochaines étapes) et 8 (Structure, mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU) de l'ordre du jour.

24. Au nom du Bureau, le Président a présenté sa proposition concernant la voie que le CEFACT-ONU devait suivre pour progresser. Il a évoqué les facteurs de changement, ainsi que la nouvelle structure et les nouvelles procédures proposées.

25. Les délégations des pays ci-après ont déclaré qu'elles appuyaient, sur le principe, la voie de progression, la restructuration et le calendrier proposés: Australie, Autriche, Bélarus, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Italie, Irlande, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède. Le GS1 a également fait part de son

soutien. Les délégations ont insisté sur l'urgence qu'il y avait à aller de l'avant et souligné combien la question était importante pour les experts du CEFACT-ONU du monde entier.

26. La délégation néerlandaise a remercié le Bureau d'avoir élaboré et présenté la proposition de changement. Elle a notamment noté avec satisfaction que le Bureau avait tenu compte des idées avancées dans le document qu'elle avait présenté (ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/21). Elle a également encouragé le Bureau, dans ses prochaines actions, à élaborer un document décrivant les grandes lignes des objectifs de la réforme proposée et des résultats attendus, ce qui permettrait, en temps voulu, de mesurer les succès enregistrés.

27. La délégation russe a suggéré de faire apparaître dans l'organigramme le rôle et la place des chefs de délégation et du secrétariat.

28. La délégation du Royaume-Uni a exprimé son soutien à une approche basée sur des projets, qui permettrait des partages de connaissances, une production plus rapide des meilleurs résultats ainsi qu'une responsabilité et une transparence renforcées. Elle a également exprimé son soutien à l'adoption d'une Liste d'Experts, qui aiderait à retenir les experts participants et encouragerait la participation d'autres experts. Elle a proposé que la coopération entre le CEFACT-ONU et le secrétariat soit renforcée et de mettre en exergue à la Plénière l'appui que le secrétariat prévoit de conférer au CEFACT-ONU et de porter la question à l'attention de la Plénière, afin de d'assurer le succès de la restructuration et de mieux faire comprendre les problèmes de ressources que pose le programme de travail. La délégation a signalé que, bien qu'elle considérait que le Plan de Transition suffisait pour le moment, il devrait ensuite être développé davantage, tandis que les délégués assistant au prochain Forum devraient recevoir de bons conseils afin qu'ils puissent participer activement au développement de la nouvelle structure. Le succès de la nouvelle structure dépendrait également du choix de Vice-Présidents, qui devraient démontrer des qualités de leadership. La délégation exprima son accord avec les délais indiqués pour la progression de la restructuration, considérant qu'il était essentiel que les progrès dans ce sens continuent, afin que les attentes des experts, administrateurs de gouvernements et des organisations opérant dans le domaine de la standardisation soient satisfaits.

29. La délégation russe a suggéré que le Bureau établisse une évaluation des avantages et des inconvénients que présente la restructuration proposée pour faciliter l'information des capitales de pays à ce sujet. La délégation suédoise a estimé que l'analyse des lacunes effectuée par les experts du CEFACT-ONU lors du dernier Forum du CEFACT/ONU à Genève pouvait être utile à cette fin. La délégation australienne a proposé que ces questions soient traitées dans le cadre d'échanges bilatéraux particuliers, au besoin, étant donné que la Plénière avait déjà largement dépassé ce stade de la discussion concernant la voie à suivre pour progresser.

30. La délégation russe a demandé au secrétariat de continuer à appuyer le Bureau et la Plénière en leur fournissant des conseils sur les règles et les règlements de l'ONU, notamment s'agissant des documents présentés pour approbation aux chefs de délégation.

31. Les délégations française et japonaise ont souligné combien il importait, dans le cadre des préparatifs du prochain Forum du CEFACT-ONU, de fournir aux experts du CEFACT-ONU des renseignements sur la proposition et les questions soulevées par la transition. La délégation japonaise a aussi demandé que la réforme ne retarde pas le développement de projets en cours. Elle a souligné que, bien qu'elle appréciait l'importance du renforcement des capacités et les difficultés posé à cet égard par la barrière de langues, elle considérait que des retards au développement de projets dus aux besoins de traduction pourraient être considéré par certaines délégations, tout particulièrement celles des pays non-membres de la CEE-ONU, comme étant non-conforme avec le mandat global du CEFACT-ONU.

32. La délégation irlandaise a suggéré d'utiliser la liste d'experts pour l'affectation des ressources aux domaines prioritaires du programme de travail du CEFACT-ONU. Elle a également mis l'accent sur le rôle important des vice-présidents dans la nouvelle structure et demandé qu'un cahier des charges soit rédigé à leur intention. Elle a ensuite souligné la nécessité de mesures pour s'assurer que les travaux du CEFACT-ONU répondaient aux besoins des milieux d'affaires dans le sens large.

33. Le GS1 a noté qu'il était important d'élaborer un plan de transition pour les travaux actuellement en cours de réalisation.

34. Le délégué du Belarus, s'exprimant au nom des pays en transition qui avaient participé à la séance technique d'information sur les standards et outils du CEFACT-ONU (<http://www.unece.org/cefact/TechnicalSessions/2010/TechnicalSession.html>), a souligné la satisfaction des participants à cette séance. Elle a remercié le secrétariat d'avoir organisé l'évènement en question et demandé que des tels évènements continuent d'être organisés à l'avenir. Elle a passé en revue les conclusions de la séance, mettant en avant l'assistance voulue par plusieurs pays avec des économies en transition pour la mise en œuvre des standards et recommandations du CEFACT-ONU. Ces conclusions sont accessibles sur le site

http://www.unece.org/cefact/TechnicalSessions/2010/Conclusions_RoundTable%20.doc.

En guise de réponse, le Président a confirmé que ces séances d'information, qui avaient aussi été aussi organisées lors du dernier Forum du CEFACT-ONU quelques mois auparavant, devraient être continuées incessamment.

35. Le Président, au nom du Bureau, a exprimé sa sincère gratitude aux nombreuses délégations et experts qui ont participé à l'élaboration de la proposition de changement. Parmi les avis donnés, il a relevé, en particulier, les contributions exceptionnelles de Christina Rahlen (Suède) et Eduardo Gutentag (États-Unis d'Amérique).

36. La Plénière a décidé d'appuyer, sur le principe, les propositions du Bureau visant à revoir la structure, le mandat, le cahier des charges et les procédures du CEFACT-ONU, telles qu'elles ont été présentées par le Président (décision 10-08).

37. La Plénière a arrêté les modalités et le calendrier ci-après aux fins de l'adoption du document ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/15:

1) les observations des délégations au sujet de l'actuel projet de document doivent parvenir au secrétariat avant le 15 janvier 2011;

2) le projet de document révisé sera présenté pour approbation pendant l'intersession avant le 28 janvier 2011, la date limite pour les observations finales ayant été fixée au 28 mars 2011 (décision 10-09).

38. La Plénière a décidé que les observations formulées au sujet des autres documents relatifs au processus de restructuration (ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/16, 17, 18, 19, 20, 22 et 24) devraient être communiquées au secrétariat avant le 15 février 2011. Les projets révisés seront établis de manière à pouvoir être examinés lors de la dix-septième Plénière en juillet 2011 (décision 10-10).

39. La délégation du Royaume-Uni a demandé – ce qui a été accepté par la Plénière – que les projets de documents susmentionnés soient établis dans chacune des trois langues officielles et distribués lors de l'intersession avant la fin du mois de mars afin que les délégations disposent de suffisamment de temps pour les examiner de manière approfondie et tenir des consultations (décision 10-11).

40. Le chef de la Section des solutions pour le commerce mondial a présenté le document ECE/TRADE/CEFACT/2010/7, établi par le secrétariat conformément à la demande qui avait été formulée par des délégations à la quinzième Plénière du CEFACT-ONU. Le

document met en corrélation les demandes qui ont été formulées dans le cadre de la Plénière lors des sessions de 2008 et de 2009, ainsi que l'enquête sur les besoins des États membres réalisée en 2008, et le programme de travail du CEFACT/ONU pour 2010-2011. **La Plénière a pris note du document ECE/TRADE/CEFACT/2010/7 sans commentaires (décision 10-12).**

IX. Réexamen des mandats des groupes permanents (point 9 de l'ordre du jour)

41. Compte tenu du processus de restructuration du CEFACT-ONU en cours, **la Plénière a demandé la prorogation du mandat des groupes permanents jusqu'à sa prochaine session en juillet 2011 et, par conséquent, confirmé que le prochain Forum continuera de fonctionner d'après les structures actuelles, afin de maintenir le rythme de production avec assez de temps adéquat pour permettre des consultations sur la réorganisation (décision 10-13)¹.**

X. Élection des vice-présidents du Bureau et du Rapporteur pour l'Afrique (point 10 de l'ordre du jour)

42. Compte tenu du processus de restructuration du CEFACT-ONU en cours, **la Plénière a prorogé le mandat des vice-présidents du Bureau jusqu'à sa prochaine session en juillet 2011 (décision 10-14).**

43. La Plénière a remercié M. Ibrahima Diagne de son excellent travail et **l'a élu Rapporteur pour l'Afrique du CEFACT-ONU pour une période de deux ans (décision 10-15).**

XI. Questions diverses (point 11 de l'ordre du jour)

44. La délégation japonaise a demandé des éclaircissements, du point de vue des procédures, sur la nomination et l'élection du Rapporteur pour l'Asie. Le secrétariat a proposé qu'il soit procédé aux nominations et élections dans le cadre du processus d'approbation intersessions.

XII. Adoption du rapport (point 12 de l'ordre du jour)

45. **La Plénière a approuvé en principe le projet du compte-rendu de la réunion avec les amendements demandés par les délégations, en tenant compte des commentaires finaux à soumettre au secrétariat au plus tard le 31 décembre 2010 (décision 10-16).**

¹ Afin de clarifier la rédaction de la Décision 10-13 lors de la Plénière, le terme "consultations" a été employé dans le contexte des discussions envisagées parmi les participants au Forum en ce qui concerne les prochaines étapes pratiques par rapport à la réorganisation.